



Presse

Parti Socialiste

www.parti-socialiste.fr

10 rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél : 01 45 56 77 26
Fax : 01 45 56 78 74

presse@parti-socialiste.fr

Mardi 15 décembre 2009

**Communiqué de Germinal Peiro,
Secrétaire national « ruralité et mer »**

***Baisse sans précédent des revenus agricoles :
le gouvernement n'a pas pris conscience de la gravité de la situation***

Le revenu des agriculteurs a considérablement chuté en 2009. L'élevage laitier et les productions végétales sont particulièrement concernés, avec des baisses de l'ordre de - 30 à - 50 %. À la suite de la plus grande libéralisation des marchés agricoles, les agriculteurs sont désormais exposés à des fluctuations de prix imprévisibles qui fragilisent les exploitations.

Face à la brutalité des chiffres, le Ministre de l'agriculture Bruno Le Maire vante bien maladroitement les mérites du plan de soutien présenté par Nicolas Sarkozy en octobre 2009. Mais à peine la moitié des budgets annoncés ont été débloqués !

Les très graves difficultés que traverse le monde agricole sont structurelles et systémiques. Elles laisseront bon nombre d'exploitations sur le bord de la route. Au-delà de la crise économique, c'est bien une crise morale, que traverse le monde agricole, en perte totale de repères, et plus fragilisé que jamais.

Alors que la politique agricole de l'après 2013 risque de réduire considérablement les aides agricoles, c'est bien d'un changement majeur dont l'Europe et la France ont besoin dès maintenant. Le Parti socialiste prend acte de « *l'appel de Paris pour une nouvelle régulation des marchés agricoles* » lancé le 10 décembre par le ministre de l'agriculture. Mais quel crédibilité a-t-il ? Il faut rappeler que ce sont les majorités de droite au conseil des ministres européen, soutenues par le gouvernement français, qui ont été les pourvoyeuses des politiques libérales qui asphyxient aujourd'hui le monde agricole.

Pour le Parti socialiste, la mise en place de la régulation des marchés agricoles n'est pas un slogan diplomatique : c'est une urgence politique qui se doit d'être sincère et durable. Elle passe par le maintien d'outils d'intervention sur les marchés et une juste répartition des aides et des soutiens.